

ACTION URGENTE

COLOMBIE. DES DÉFENSEURES ET DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT EN DANGER

Les défenseur-e-s des droits humains de la région du Magdalena Medio, dans le nord-est de la Colombie, ont fait l'objet de nombreuses menaces ces dernières semaines. Le 9 février, des inconnus se sont introduits par effraction chez une défenseure de l'environnement, Yuvelis Morales. Elle avait reçu des menaces de mort la veille et a dû quitter le pays. Le 7 février, plusieurs défenseur-e-s des droits humains de la région ont également été pris pour cible dans un tract, diffusé par un groupe armé se présentant comme les Milices d'autodéfense unies de Colombie. Dans ce document, ces personnes se voyaient intimer l'ordre de quitter la région, sans quoi elles subiraient de graves conséquences. Amnesty International appelle les autorités à garantir la sécurité de toutes les personnes qui défendent les droits humains dans la région.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de l'Intérieur
Daniel Palacios Martínez
Carrera 8 No.7-26, Bogotá, D.C.
Código Postal: 111711
Colombie

Courriel : servicioalciudadano@mininterior.gov.co

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude pour la sécurité des personnes qui défendent les droits humains dans la région du Magdalena Medio, en Colombie. Ces dernières semaines, des membres du Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS, Santander), ainsi que des membres d'organisations alliées telles que le Comité pour la défense de l'eau, de la vie et du territoire (AGUAWIL), ont fait l'objet de nombreuses menaces de mort.

Le 7 février, un groupe paramilitaire local a diffusé un tract désignant des défenseur-e-s des droits humains du CREDHOS et de l'AGUAWIL comme des cibles militaires et leur intimant l'ordre de quitter la région avec leur famille dans les 48 heures, sans quoi ils subiraient de graves conséquences. Parmi les personnes citées dans ce document figuraient Carolina Agón et Ramón Abril.

Dix jours plus tard, le 17 février, Yuvelis Natalia Morales, une défenseure de l'environnement de 21 ans résidant également dans le Magdalena Medio, a dû fuir la Colombie après que des inconnus se sont introduits par effraction dans son domicile.

Je vous prie instamment d'engager de toute urgence un dialogue avec les institutions et les organisations de la société civile compétentes, afin d'examiner la question de la protection des défenseur-e-s des droits humains dans la région et de mettre en œuvre un plan de protection pour garantir la sécurité de ces personnes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Le Magdalena Medio est une région riche en ressources naturelles, où le conflit armé colombien a toujours des répercussions sur les moyens de subsistance de la population, qui souffre également des conséquences de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures locaux. Le Comité régional de défense des droits humains (CREDHOS), implanté dans la région de Santander, a été fondé en 1987 dans la ville de Barrancabermeja. Depuis plus de 30 ans, il œuvre à la défense, à la promotion et à la protection des droits humains, ses activités s'étendant à huit municipalités situées dans le nord de la région du Magdalena Medio. Ces dernières années, les activités visant à résoudre les conflits sociaux et environnementaux dans la région ont pris une grande importance au sein de cette organisation. Le CREDHOS défend le droit de la population à un environnement sain et travaille en étroite collaboration avec des organisations environnementales telles que le Comité pour la défense de l'eau, de la vie et du territoire et l'Alliance libre contre la fracturation hydraulique.

En raison de leurs activités, des défenseur-e-s de l'environnement de la région du Magdalena Medio ont été menacés, harcelés, voire tués. Les derniers problèmes de sécurité en date rencontrés par des membres du CREDHOS et par d'autres défenseur-e-s de l'environnement du Magdalena Medio ces deux dernières années ont été les suivants :

- Le 7 février 2022, des membres du CREDHOS ont été informés *via* les réseaux sociaux et la messagerie instantanée WhatsApp de la circulation d'un tract de menaces émanant d'un groupe armé se présentant comme les Milices d'autodéfense unies de Colombie. Ce document désignait plusieurs défenseurs et défenseuses des droits humains comme des objectifs militaires. Parmi les personnes citées figuraient Ramón Abril, membre du conseil d'administration du CREDHOS, ainsi que Carolina Agon, présidente du Comité des droits humains de Puerto Wilches et de la Fédération des pêcheurs artisanaux de Puerto Wilches (FEDEPU) et membre du CREDHOS.
- Le 8 février 2022, la défenseuse de l'environnement Yuvelis Morales a été la cible d'actes de harcèlement. Des inconnus lui ont dit dans la rue : « hé, fais bien attention à toi, tu sais ce qui pourrait arriver ». Le lendemain, tôt dans la matinée du 9 février, des inconnus se sont introduits chez elle par effraction, endommageant la clôture et le portail de la cour de sa maison. Yuvelis Morales a fui la Colombie, craignant pour sa vie.
- Il y a environ un an, le 9 avril 2021, Amnesty international a lancé une [Action urgente](#) pour signaler les risques auxquels les membres du CREDHOS étaient confrontés. Le 10 février 2021, une source locale confidentielle a informé le CREDHOS que des groupes armés avaient désigné les membres de son personnel comme objectifs militaires.
- Le 9 janvier 2021, un tract signé par des individus se présentant comme « Le bloc Magdalena Medio des FARC-EP » a circulé sur les réseaux sociaux et sur des applications de messagerie instantanée. Dans ce document, le CREDHOS se voyait ordonner de modifier un rapport qu'il avait publié plusieurs semaines plus tôt, où il analysait le fonctionnement des groupes armés et des secteurs illégaux de l'économie dans deux subdivisions de régions colombiennes : le sud du département de Bolívar et le Nordeste de Antioquia.
- Le 24 octobre 2020, des inconnus se sont introduits par effraction dans l'appartement d'Ivonne Suarez Pinzón, membre du conseil d'administration du CREDHOS et directrice des Archives de la mémoire orale des victimes du conflit armé interne (AMOVIVIS), où étaient conservées des pièces liées aux affaires présentées par l'organisation devant la « Juridiction spéciale de paix ».
- Le 1^{er} septembre 2020, le secrétaire du conseil d'administration du CREDHOS, Abelardo Sanchez, a informé le parquet que sa maison avait été surveillée par des inconnus la nuit précédente.

Selon l'Institut d'études pour le développement et la paix, au cours du seul mois de janvier 2022, 13 personnes qui défendaient les droits humains ont été tuées en Colombie - elles œuvraient toutes à la défense de la terre, du territoire et de l'environnement. L'Institut a recensé 13 tueries qui se sont soldées au total par la mort de 40 personnes résidant dans des zones rurales en Colombie. Amnesty International a [rendu compte de l'insuffisance des politiques de prévention et de protection](#), qui contribue à maintenir un environnement dangereux pour les défenseur-e-s des droits humains dans le pays.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : espagnol

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 22 AVRIL 2022.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : les défenseur-e-s de l'environnement du Magdalena Medio (N/A)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A